

L'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale : analyse bibliométrique et perspectives de recherche

Stakeholder involvement in social innovation: a bibliometric analysis and research perspectives.

– **AUTEUR 1** : AZAIZI Amira,

(1): Enseignante-Chercheuse, École Supérieure de Génie Biomédical et des Techniques de Santé (SUTech Santé), Université Internationale Bleue (UIB), Mohammedia, Maroc.



Conflit d'intérêt : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêt.

Pour citer cet article : AZAIZI .A (2026) « L'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale : analyse bibliométrique et perspectives de recherche »,

IJAME : Volume 02, N° 22 | Pp: 095 – 115.



DOI : 10.5281/zenodo.22876999

Copyright © 2026 – IJAME

RÉSUMÉ :

Cet article analyse la structuration de la littérature scientifique portant sur l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale à travers une approche bibliométrique. L'objectif est de cartographier l'évolution de ce champ de recherche, d'identifier ses principales dynamiques intellectuelles ainsi que les thématiques dominantes, et de proposer des perspectives de recherche futures.

Les résultats montrent que la production scientifique connaît une croissance soutenue, traduisant l'intérêt croissant de la communauté académique pour l'innovation sociale et ses mécanismes collaboratifs. L'analyse met en évidence une forte centralité des enjeux de durabilité, de responsabilité sociale et de gouvernance participative, confirmant que l'implication des parties prenantes constitue un élément structurant des processus d'innovation sociale.

La cartographie thématique révèle une organisation du champ autour de plusieurs clusters interconnectés, articulant des dimensions liées à la gouvernance responsable, à l'innovation collaborative, à la co-création et aux écosystèmes d'innovation. Cette structuration témoigne d'une évolution vers des approches plus intégrées et interdisciplinaires.

Sur le plan géographique et institutionnel, les résultats indiquent une forte concentration de la production scientifique dans certains pays leaders, accompagnée d'une dynamique croissante de collaboration internationale. De même, la littérature est dominée par quelques revues et éditeurs majeurs, ce qui traduit une structuration relativement centralisée du champ.

Enfin, l'étude souligne plusieurs perspectives de recherche, notamment la nécessité de mieux mesurer l'impact des parties prenantes, d'analyser le rôle des outils numériques dans les processus collaboratifs, et d'explorer les mécanismes de gouvernance multi-acteurs, en particulier dans les contextes des pays émergents.

Ainsi, cette recherche contribue à une meilleure compréhension du champ de l'innovation sociale et met en lumière le rôle fondamental des parties prenantes dans la transformation des modèles d'innovation contemporains.

MOTS CLÉS : Innovation sociale, Parties prenantes, Co-création, Bibliométrie, Web of Science, VOSviewer.

1 Introduction

Comme tout concept intellectuel émergent, le développement de l'innovation sociale s'inscrit dans un débat approfondi portant à la fois sur la nature du problème sous-jacent et sur la contribution de ce concept aux discussions contemporaines.

Dans ce contexte, l'innovation sociale s'impose progressivement comme un cadre analytique et opérationnel permettant d'explorer de nouvelles réponses collectives à certains défis, notamment les inégalités sociales, les transformations économiques, les enjeux environnementaux ou encore les mutations des systèmes de gouvernance. Elle renvoie généralement à des solutions nouvelles, qu'il s'agisse de pratiques, de services, de modèles organisationnels ou de politiques publiques, visant à répondre à des besoins sociaux insuffisamment satisfaits par les mécanismes traditionnels du marché ou de l'action publique. Toutefois, malgré son utilisation croissante dans les discours académiques, institutionnels et politiques, l'innovation sociale demeure un concept aux contours encore flous. Plusieurs auteurs soulignent en effet qu'il s'agit d'un terme « plastique » dont les significations varient considérablement selon les contextes disciplinaires et les approches théoriques (Djellal & Gallouj, 2014). Cette polysémie, bien qu'elle stimule l'intérêt scientifique pour le phénomène (Browne, 2016), a également conduit à une fragmentation des approches conceptuelles et empiriques, limitant la consolidation d'un cadre théorique cohérent (Gille, 2021). La littérature existante révèle ainsi une multiplicité de définitions et de perspectives analytiques qui ne se recoupent que partiellement, reflétant un champ de recherche encore en structuration (Abad & Ezponda, 2019 ; Devaux, 2013). En dépit de la prolifération des travaux consacrés à l'innovation sociale, le concept reste insuffisamment stabilisé, ce qui alimente des débats paradigmatiques quant à sa nature, ses mécanismes et ses finalités (Montgomery, 2016). Cette ambiguïté terminologique est renforcée par la difficulté récurrente à tracer une frontière nette entre l'innovation sociale et les autres formes d'innovation, en particulier technologiques ou organisationnelles (Fraisie, 2019). Par ailleurs, l'innovation sociale est fortement dépendante de contextes institutionnels, territoriaux et culturels spécifiques, ce qui complexifie son opérationnalisation empirique ainsi que l'évaluation de sa « nouveauté » ou de sa capacité à répondre à des besoins sociaux identifiés (Picard, 2023). Cette hétérogénéité conceptuelle a conduit certains auteurs à qualifier l'innovation sociale de « concept contesté » ou encore de « conceptuellement imprécis », soulignant la nécessité de clarifier ses fondements théoriques afin de consolider son statut scientifique (Ayob, Teasdale & Fagan, 2016 ; Gaidos, 2019 ; Pue et al., 2015).

Au-delà de ces débats conceptuels, une dimension apparaît néanmoins de manière récurrente dans la littérature : le rôle central joué par les parties prenantes dans les processus d'innovation sociale. Contrairement aux modèles traditionnels d'innovation, souvent centrés sur l'entreprise ou sur les avancées technologiques, l'innovation sociale repose largement sur des dynamiques collaboratives impliquant une pluralité d'acteurs : organisations de la société civile, pouvoirs publics, entreprises, citoyens ou encore institutions académiques. Ces interactions favorisent la co-construction de solutions adaptées aux besoins sociaux et contribuent à renforcer la légitimité et la durabilité des initiatives mises en œuvre. L'implication des parties prenantes apparaît ainsi comme un levier essentiel pour comprendre les mécanismes de production, de diffusion et d'appropriation de l'innovation sociale. Cependant, malgré l'importance accordée à cette dimension collaborative, les connaissances scientifiques relatives à l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale demeurent dispersées et peu systématisées. Les travaux existants se caractérisent par une grande diversité d'approches disciplinaires, allant de la gestion à la sociologie, en passant par les politiques publiques ou l'économie sociale et solidaire, ce qui rend difficile l'identification d'un corpus cohérent de connaissances. Cette dispersion limite la visibilité des dynamiques intellectuelles du champ et complique l'identification des thèmes dominants, des réseaux de recherche ou des lacunes théoriques.

Dans ce contexte, l'analyse bibliométrique constitue un outil particulièrement pertinent pour examiner de manière systématique l'évolution de la production scientifique sur un sujet donné. En permettant d'identifier les principales tendances de la littérature, les réseaux d'auteurs, les thématiques émergentes ou encore les structures de collaboration scientifique, cette approche offre une vision globale du développement d'un champ de recherche. Appliquée à l'étude de l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale, l'analyse bibliométrique permet ainsi de mieux comprendre comment la communauté académique appréhende cette question et d'identifier les axes de recherche encore insuffisamment explorés.

Dans cette perspective, la présente étude vise à analyser la manière dont la littérature académique aborde l'implication des parties prenantes dans les processus d'innovation sociale. Plus précisément, elle cherche à répondre à la problématique suivante : **comment la littérature scientifique traite-t-elle de l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale et quelles perspectives de recherche émergent de l'évolution de ce champ ?**

Pour répondre à cette question, l'article propose une analyse bibliométrique de la production scientifique relative à ce thème afin de cartographier le champ de recherche, d'identifier les thématiques dominantes et les principales dynamiques intellectuelles qui le caractérisent. En outre,

cette étude ambitionne de mettre en évidence les lacunes existantes dans la littérature et de proposer un agenda de recherche susceptible d'orienter les travaux futurs sur l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale.

2. Cadre théorique et fondements conceptuels

2.1. Innovation sociale

Le concept d'innovation sociale possède des racines relativement anciennes. Les premières traces du terme apparaissent dès le XIX^e siècle, dans les travaux de sociologues et de penseurs qui s'intéressaient aux transformations sociales et aux réformes sociétales. Par exemple, les analyses de Gabriel Tarde (1899) sur les dynamiques d'imitation et de diffusion des innovations dans la société sont souvent considérées comme l'une des premières bases théoriques du concept. Au début du XX^e siècle, le terme apparaît plus explicitement dans la littérature académique. Un des premiers articles mentionnant l'expression « social innovation » est celui de Hoggan (1909), qui utilise ce terme pour décrire certaines transformations des structures sociales. Toutefois, le concept reste peu utilisé pendant plusieurs décennies. Ce n'est qu'à partir des années 1960-1970 qu'il commence à être davantage discuté dans les sciences sociales et dans les travaux sur le changement social et organisationnel. Enfin, le concept connaît une forte expansion à partir des années 2000, notamment grâce aux travaux d'auteurs comme Geoff Mulgan, James A. Phillips Jr. ou Frank Moulaert, qui l'ont appréhendé comme champ de recherche autour de la résolution des problèmes sociaux et de la création de valeur sociale.

C'est dans cette perspective que la littérature scientifique est riche de définitions de ce concept, attestant la diversité des cadres analytiques et des pratiques développées pour l'analyser.

En 2005, Moulaert et ses collègues, dans une perspective transformationnelle, définissent l'innovation sociale comme « un processus visant à transformer les relations sociales, notamment en termes de gouvernance, d'inclusion et de participation, afin de répondre à des besoins sociaux non satisfaits ». Cette définition insiste sur le changement des dynamiques sociales plutôt que sur le simple produit ou service innovant. Dans la même année, Dandurand souligne la difficulté de proposer une définition de ce concept, à cause de son intangibilité, pour lui l'innovation sociale englobe « toute nouvelle approche, pratique, intervention ou produit mis au point pour améliorer une situation ou résoudre un problème social et ayant trouvé preneur au niveau des institutions, des organisations ou des communautés ».

En 2006, Mulgan définit l'innovation sociale comme « de nouvelles idées (produits, services ou modèles) qui répondent à des besoins sociaux tout en créant de nouvelles relations ou

collaborations sociales ». L'accent est ici mis sur la combinaison de la nouveauté et de la création de liens sociaux.

En 2008, Phills, Deiglmeier & Miller (2008) précisent qu'« une innovation sociale est une solution nouvelle à un problème social, plus efficace, efficiente, durable ou équitable que les solutions existantes, et dont la valeur créée bénéficie principalement à la société dans son ensemble plutôt qu'à des individus privés ». Cette définition introduit la notion d'amélioration par rapport aux solutions existantes et la valorisation collective.

En 2010, Muhammad Yunus (2010) apporte une perspective entrepreneuriale, en avançant que l'innovation sociale consiste à « développer des solutions innovantes aux problèmes sociaux, souvent via des modèles entrepreneuriaux hybrides combinant objectifs économiques et sociaux ». En résumé, ces définitions mettent en évidence trois dimensions centrales de l'innovation sociale. La première concerne la nouveauté, qui se traduit par des idées, pratiques, produits ou modèles originaux. La deuxième dimension est l'impact social, c'est-à-dire la capacité de répondre à des besoins sociaux non satisfaits tout en créant une valeur collective. Enfin, l'innovation sociale repose sur la collaboration et la transformation sociale, impliquant des changements dans les relations, les dynamiques et les institutions afin d'améliorer durablement le bien-être collectif.

2.2. Théorie des parties prenantes

Pour de nombreux chercheurs, la réflexion sur le concept de partie prenante a débuté avec l'ouvrage fondateur de Freeman, « Strategic Management: A Stakeholder Approach » publié en 1984. Certes, comme Freeman le reconnaît lui-même, l'idée générale préexistait à son ouvrage de plusieurs années, voire de plusieurs siècles.

Les parties prenantes sont des groupes et des individus qui ont un intérêt dans les activités et les résultats d'une organisation et sur lesquels celle-ci s'appuie pour atteindre ses propres objectifs. Par exemple, les clients sont des parties prenantes car ils achètent des biens et des services à l'entreprise en échange d'argent qui sert ensuite à assurer la pérennité de ses activités. Il s'agit là d'un exemple d'intérêt économique. Les fournisseurs et les employés sont d'autres exemples de parties prenantes ayant un intérêt économique dans l'organisation. Les parties prenantes peuvent également détenir une participation au capital de l'entreprise, comme c'est le cas des actionnaires. En outre, les parties prenantes peuvent simplement s'intéresser aux activités de l'entreprise parce qu'elles les influencent d'une manière ou d'une autre, même s'il ne s'agit pas d'un effet direct sur le marché.

La notion de parties prenantes a connu une évolution significative depuis les années 1960, tant dans le domaine académique que dans la pratique managériale. Eskerod et ses collègues (2015)

retracent cette trajectoire, soulignant l'importance croissante accordée à la gestion des parties prenantes dans les organisations. Fassin (2009) note ainsi que « la gestion des parties prenantes est devenue un outil important pour transposer l'éthique dans les pratiques et la stratégie de gestion », mettant en avant le lien entre responsabilité sociale et gouvernance. De leur côté, Huemann, Eskerod et Ringhofer (2016) insistent sur la nécessité de concevoir une gestion « pour » les parties prenantes plutôt que « à partir de » celles-ci, soulignant l'importance d'une approche centrée sur les besoins et les intérêts des acteurs impliqués.

Le domaine des parties prenantes a également été analysé dans le Guide PMBOK, cinquième édition (2013), où il a été reconnu comme un domaine de connaissances autonome, alors qu'il relevait auparavant du domaine des communications. Cette formalisation reflète la reconnaissance de l'importance stratégique et opérationnelle de la gestion des parties prenantes dans la réussite des projets. Cependant, malgré la prolifération des usages et des définitions, la littérature reste marquée par une grande diversité conceptuelle. Miles (2012) observe qu'« une nouvelle définition apparaît tous les 113 articles publiés » dans son analyse de 493 articles, illustrant la fragmentation du champ. Mainardes et ses collègues (2011) rappellent que, même dans le milieu académique, « d'innombrables définitions du terme -partie prenante- ont été proposées sans qu'aucune ne fasse l'objet d'un consensus », ce qui souligne l'absence d'une définition unique et universellement acceptée. Cependant, parmi les définitions fondamentales, on peut citer celle de Freeman (1984), qui définit les parties prenantes comme « tout groupe ou individu qui peut affecter ou être affecté par la réalisation des objectifs de l'organisation ». Une deuxième définition largement mobilisée et acceptée est celle de Clarkson (1995), selon laquelle les parties prenantes sont « des individus ou groupes qui ont des droits, des intérêts ou des attentes vis-à-vis de l'entreprise et de ses activités ». Dans le même sens, Donaldson et Preston (1995), considèrent les parties prenantes comme « des personnes ou groupes ayant des intérêts légitimes dans les activités de l'entreprise, indépendamment de leur pouvoir ».

Ces définitions ont permis de poser les bases d'une typologie des parties prenantes, qui distingue généralement les parties prenantes internes (salariés, managers, actionnaires) et externes (clients, fournisseurs, communautés, institutions publiques), mais également selon leur pouvoir, légitimité et urgence (Mitchell, Agle & Wood, 1997). Cette typologie est essentielle pour prioriser les interactions et adapter les stratégies de gestion aux enjeux spécifiques de chaque groupe.

La gestion des parties prenantes s'inscrit de plus en plus dans une logique de co-crédation, où la valeur n'est plus seulement produite par l'organisation, mais co-construite avec les parties prenantes. Cette approche collaborative permet d'intégrer les connaissances, attentes et besoins

des différents acteurs, renforçant la pertinence et la durabilité des initiatives, notamment dans les projets d'innovation sociale ou de développement organisationnel.

2.3. Logique de co-crédation avec les parties prenantes

La co-crédation, telle que ddfinie par Prahalad et Ramaswamy (2004), se rrfffre à un processus dans lequel les entreprises et leurs parties prenantes collaborent activement pour ggnrer de la valeur. Cette approche ddpasse la simple relation fournisseur-consommateur et repose sur une participation effective de tous les acteurs impliqus. Quatre caractristiques majeures caractrisent cette logique : la participation active, l'interaction continue, la crdation de valeur partagde et l'innovation collective.

Dans le contexte de l'innovation sociale, cette approche prend une importance particulire. Les problmes sociaux prsentent une complexit qui ddpasse les capacitds d'un acteur isol, ncessitant une collaboration multi-acteurs, l'exploitation de l'intelligence collective et la mise en place de dispositifs de gouvernance participative. Les parties prenantes y jouent des rles multiples et complmentaires : elles sont co-concepteurs dans l'identification et la ddfinition des besoins, co-producteurs dans le dveloppement et la mise en uvre des solutions, et co-valuateurs dans l'apprcdiation des rsultats et de leur impact.

La co-construction constitue ainsi un processus cl, intgrant l'identification des besoins sociaux, la mobilisation des expertises diversifies et l'valuation de l'acceptabilit et de la pertinence des solutions proposes, comme le soulignent Mulgan (2006) et Phills et al. (2008). Paralllement, la gouvernance participative assure la transparence des dcisions, la coordination entre acteurs et la rdduction des conflits potentiels, conformment aux travaux de Freeman (1984) et Donaldson et Preston (1995).

Enfin, les cosystmes d'innovation sociale se caractrisent par l'mergence d'innovations complexes et intgrdes, la mutualisation des ressources disponibles et la diffusion des bonnes pratiques, crant un environnement propice l'innovation durable (Moulaert et al., 2005). Cette approche systmique permet non seulement d'augmenter l'efficacit des interventions sociales, mais aussi de renforcer la lgitimit et l'appropriation des initiatives par l'ensemble des acteurs impliqus.

L'existence de ces diffrentes dimensions (co-construction, gouvernance participative, cosystmes d'innovation) illustre la complexit et la richesse du champ de l'innovation sociale. Cependant, malgr un intrt croissant de la recherche, le paysage scientifique reste dispers. C'est dans ce contexte qu'une analyse bibliomtrique devient ncessaire : pour identifier les thmes mergents et les relations entre concepts, cartographier les revues et rseaux de collaboration, et

de mettre en lumière les lacunes et opportunités pour la recherche future.

3. Cartographie bibliométrique et évolution des connaissances

3.1.Choix de la méthode

La présente étude s'appuie sur une approche bibliométrique. Elle constitue une méthode quantitative relevant de la scientométrie, qui utilise des outils statistiques pour dégager des aperçus organisés de la littérature publiée dans un domaine donné. Elle consiste à examiner un ensemble de documents connexes au moyen de divers indicateurs bibliométriques afin de dresser un panorama complet d'un champ de recherche spécifique.

En tant qu'indicateur de la productivité et de l'impact scientifiques, l'analyse bibliométrique repose principalement sur le nombre de publications et sur les citations de ces travaux (Carlsson et al., 2017). Elle permet ainsi de révéler l'architecture d'un domaine, d'identifier ses thèmes centraux, de détecter les tendances émergentes et de suggérer des pistes de recherche futures.

Dans cette optique, la présente étude vise à identifier les principales tendances de la recherche sur l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale, en combinant une analyse des performances, une cartographie scientifique et une analyse de cooccurrence. L'approche bibliométrique s'avère particulièrement pertinente pour ce type d'étude, en transformant un domaine complexe et multidimensionnel en un champ de connaissance hiérarchisé et exploitable, la bibliométrie offre donc une base solide pour synthétiser les connaissances existantes et orienter les recherches futures.

3.2.Collecte des données

Pour réaliser cette analyse, il est nécessaire de définir d'abord la littérature pertinente à l'aide de termes de recherche spécifiques, puis d'examiner les contenus et citations (Wallin, 2005). Dans cette étude, nous avons constitué un corpus de publications sur l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale à partir de la base de données Web of Science (WoS). L'interrogation a été effectuée le 20 mars 2026. Les termes de recherche sélectionnés, « stakeholders » et « social innovation », ont été appliqués dans le champ Topic, c'est-à-dire dans les titres, résumés, mots-clés et mots-clés de l'auteur. Cette première phase a permis d'identifier 7971 publications. Nous avons ensuite appliqué des filtres afin de restreindre le corpus aux publications les plus pertinentes. Nous avons limité la recherche aux cinq dernières années (2021 – 2025), aux références de type articles scientifiques et publiés dans la catégorie management. Après application de ces filtres, le corpus final comprenait 896 publications, constituant la base d'analyse bibliométrique utilisée pour cette étude.

3.3.Présentation des résultats

3.3.1. Évolution temporelle des publications

L'évolution temporelle des publications sur l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale met en évidence une dynamique de croissance soutenue et accélérée sur la période 2021–2025 (voir tableau n°1). Entre 2021 (117 publications) et 2025 (286 publications), le volume a plus que doublé, traduisant un intérêt scientifique croissant pour cette thématique. Cette progression n'est pas linéaire mais cumulative et intensifiée, avec une augmentation particulièrement marquée à partir de 2023. En effet, après une phase de croissance modérée entre 2021 et 2022 (+24 publications), la production s'accélère significativement entre 2023 et 2025, avec des hausses respectives de +13 (2022–2023), +44 (2023–2024) et +88 (2024–2025).

Cette tendance traduit avant tout une organisation progressive du champ de l'innovation sociale autour de logiques de co-construction et de gouvernance partagée, où la valeur de l'innovation ne réside plus uniquement dans sa nouveauté, mais dans sa capacité à être appropriée et légitimée par une diversité d'acteurs. Elle met ainsi en évidence le déplacement des analyses vers les conditions de diffusion, d'ancrage et de pérennisation des dispositifs innovants, dans lesquelles la participation des parties prenantes occupe une place centrale comme mécanisme de validation sociale et de stabilisation des pratiques. En somme, cette évolution traduit un passage d'un champ émergent à un champ en forte consolidation, voire en phase de maturité ascendante, où la participation des parties prenantes est désormais considérée comme une condition essentielle de la réussite et de la pérennité des innovations sociales.

Tableau 1. Dynamique temporelle des publications scientifiques sur la période 2021–2025

Année de publications	Nombre de publications	% de 896
2025	286	31.920%
2024	198	22.098%
2023	154	17.188%
2022	141	15.737%
2021	117	13.058%

Source : nous-même.

3.3.2. Analyse des revues

L'analyse des revues scientifiques met en évidence une répartition de la production autour de quelques journaux leaders, traduisant une forte concentration des publications. En effet, deux revues dominant clairement l'échantillon, à savoir *Corporate Social Responsibility and*

Environmental Management (10,714 %) et *Business Strategy and the Environment* (9,152 %), ce qui indique une forte orientation du champ vers les problématiques de responsabilité sociétale, de durabilité et d'intégration des enjeux environnementaux dans les stratégies organisationnelles. Dans ce cadre, l'implication des parties prenantes y apparaît principalement mobilisée comme un mécanisme de gouvernance élargie et de création de valeur multidimensionnelle, intégrant des dimensions économiques, sociales et environnementales.

Par ailleurs, la présence de revues complémentaires telles que *IEEE Transactions on Engineering Management* (4,241 %), *European Journal of Innovation Management* (2,009 %) et *Journal of Knowledge Management* (2,009 %) révèle une diversification disciplinaire progressive du champ. Cette configuration suggère une ouverture au-delà des approches strictement normatives de la durabilité, vers des perspectives davantage centrées sur l'ingénierie organisationnelle, l'innovation managériale et la gestion des connaissances, dans lesquelles les parties prenantes sont appréhendées comme des acteurs essentiels des processus de co-crédation, d'apprentissage collectif et de transformation des pratiques organisationnelles.

De la mme manibre, on constate une forte concentration de la production autour de quelques groupes éditoriaux majeurs. En effet, *Emerald Group Publishing* (30,915 %) et *Wiley* (24,665 %) regroupent à eux seuls plus de la moitié des publications, traduisant une organisation éditoriale fortement polarisée et un ancrage dominant dans les sciences de gestion et les recherches liées à la durabilité et aux transformations organisationnelles. Cette composition reflète une centralisation de la diffusion scientifique autour de maisons d'édition historiquement positionnées sur les enjeux de management, de responsabilité organisationnelle et d'innovation.

Par ailleurs, des éditeurs tels qu'*Elsevier* (10,491 %), *Springer Nature* (7,143 %) et *Taylor & Francis* (6,362 %) occupent des positions intermédiaires, contribuant à l'élargissement du champ vers des approches plus diversifiées relevant des sciences sociales, de l'économie et des politiques publiques. Enfin, des acteurs comme *IEEE* (4,464 %), *Sage* (2,902 %) et *MDPI* (1,228 %) apportent des contributions plus spécialisées, intégrant notamment des perspectives technologiques, interdisciplinaires et en accès ouvert. Dans l'ensemble, l'articulation entre concentration éditoriale et diversification des acteurs atteste d'un champ scientifique en période de consolidation, caractérisé par une cohérence thématique forte tout en maintenant une ouverture disciplinaire maîtrisée, reflétant la complexité croissante des objets liés à l'innovation sociale et à l'implication des parties prenantes.

Tableau 2. Structuration de la production scientifique selon les revues et les éditeurs

Revues	Nombre de publications	% de 896
CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY AND ENVIRONMENTAL MANAGEMENT	96	10.714%
BUSINESS STRATEGY AND THE ENVIRONMENT	82	9.152%
IEEE TRANSACTIONS ON ENGINEERING MANAGEMENT	38	4.241%
EUROPEAN JOURNAL OF INNOVATION MANAGEMENT	18	2.009%
JOURNAL OF KNOWLEDGE MANAGEMENT	18	2.009%
Éditeurs	Nombre de publications	% de 896
Emerald Group Publishing	277	30.915%
Wiley	221	24.665%
Elsevier	94	10.491%
Springer Nature	64	7.143%
Taylor & Francis	57	6.362%
IEEE	40	4.464%
Sage	26	2.902%
Mdpi	11	1.228%

Source : nous-même.

L'analyse conjointe des revues et des éditeurs met en évidence l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale comme un objet de recherche mature, situé à l'intersection des enjeux de responsabilité sociale, de développement durable et d'innovation collaborative. Cette dynamique s'appuie sur une concentration autour de pôles éditoriaux dominants, tout en préservant une interdisciplinarité équilibrée, traduisant la complexité des phénomènes étudiés.

3.3.3. Analyse géographique

La distribution géographique des publications (Tableau n°3) met en évidence une forte concentration de la production scientifique dans un nombre limité de pays leaders, tout en révélant une dynamique de diffusion internationale progressive du champ de l'innovation sociale et de

l'implication des parties prenantes.

En tête du classement, la Chine (18,862 %) et l'Italie (16,518 %) dominent nettement la production scientifique. Cette position reflète, d'une part, le poids croissant de la Chine dans la recherche mondiale en management et innovation, et d'autre part, la forte implication des universités italiennes dans les travaux liés à la responsabilité sociale et à l'innovation durable. Ces deux pays concentrent à eux seuls plus d'un tiers des publications, ce qui traduit une centralisation significative de la production scientifique.

Un deuxième groupe de pays contribue de manière importante et relativement homogène, comprenant notamment l'Angleterre (12,388 %), les États-Unis (11,607 %), l'Inde (8,147 %), la France (7,701 %) et l'Espagne (7,143 %). Ces pays constituent le noyau central de la recherche internationale, combinant forte production académique, infrastructures de recherche avancées et intégration dans les réseaux scientifiques mondiaux.

Un troisième ensemble regroupe des pays à contribution intermédiaire tels que l'Australie (6,585 %), l'Allemagne (5,134 %), le Brésil, les Pays-Bas et le Pakistan (3,125 % chacun), ainsi que plusieurs pays d'Asie et d'Europe émergente. Cette catégorie illustre une diffusion progressive du champ de recherche, notamment vers les économies émergentes et les systèmes académiques en évolution, traduisant une internationalisation croissante des travaux.

Enfin, un groupe plus fragmenté de pays contribue de manière plus modeste, avec des parts inférieures à 3 %, incluant notamment la Finlande, le Canada, le Portugal, la Corée du Sud, la Suède, Taïwan, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Leur présence confirme néanmoins l'élargissement géographique du champ, même si leur contribution reste encore limitée.

Tableau 3. Distribution géographique des publications scientifiques

Pays	Nombre de publications	% de 896
Chine	169	18.862%
Italie	148	16.518%
Angleterre	111	12.388%
États-Unis	104	11.607%
Inde	73	8.147%
France	69	7.701%
Espagne	64	7.143%
Australie	59	6.585%
Allemagne	46	5.134%
Brésil	28	3.125%

Pays-Bas	28	3.125%
Pakistan	28	3.125%
Malaisie	27	3.013%
Vietnam	27	3.013%
Indonésie	26	2.902%
Pologne	26	2.902%
Finlande	24	2.679%
Canada	22	2.455%
Portugal	21	2.344%
Écosse	19	2.121%
Corée du Sud	17	1.897%
Suède	17	1.897%
Taiwan	17	1.897%
Émirats arabes unis	17	1.897%
Arabie saoudite	15	1.674%

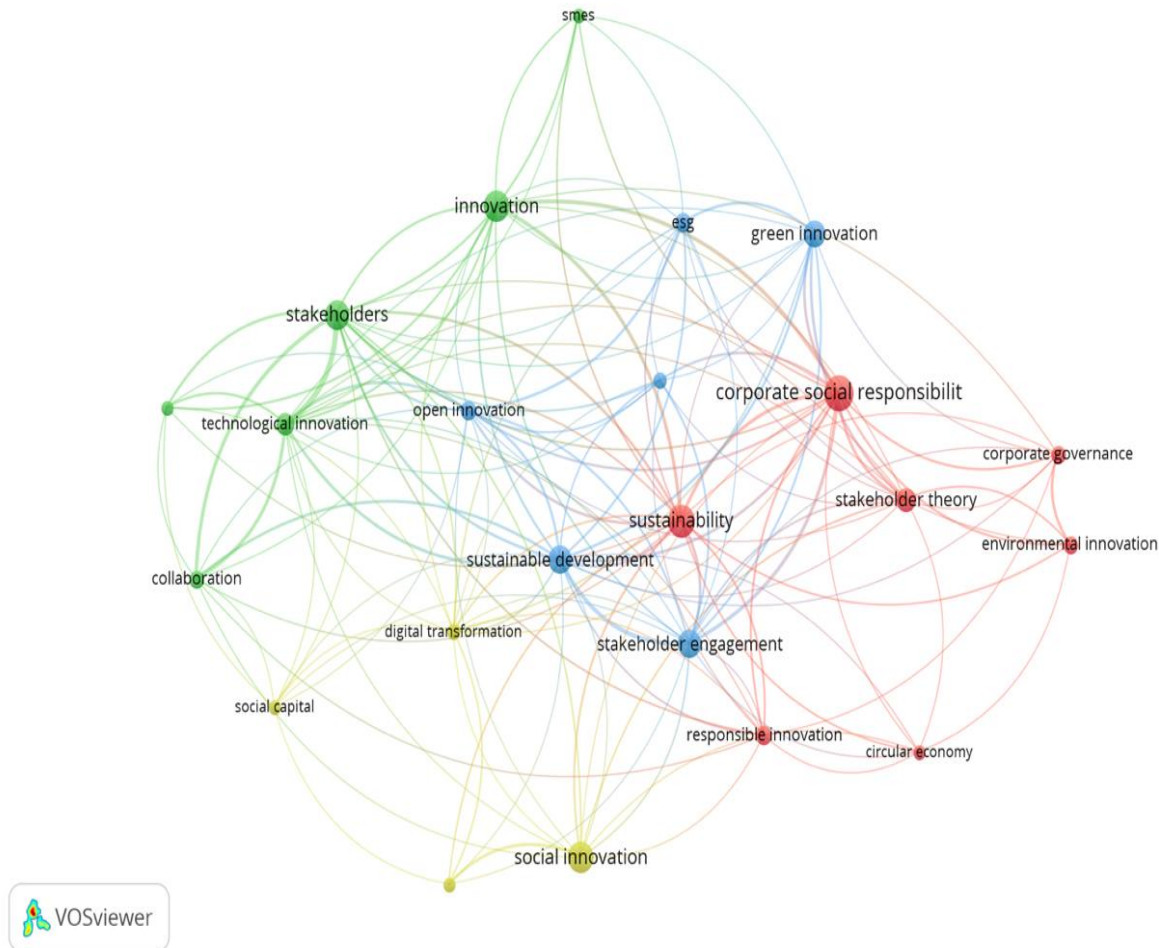
Source : nous-même.

3.3.4. Cooccurrence des mots-clés des auteurs

La figure ci-dessous montre une organisation des cooccurrences des mots-clés des auteurs, en quatre clusters thématiques distincts mais fortement interconnectés, reflétant les principaux axes de recherche relatifs à l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale.

Pour obtenir cette cartographie sous VOSviewer, un seuil minimum d'occurrence a été fixé, en retenant uniquement les mots-clés apparaissant au moins 10 fois dans le corpus analysé. Ce choix méthodologique permet de garantir la pertinence des termes retenus et de faire émerger les thématiques les plus influentes du champ, tout en limitant le bruit lié aux occurrences marginales.

Fig 1. Cooccurrence des mots clés des auteurs



Source: Généré à l'aide de VOSviewer

L'analyse de cooccurrence des mots-clés des auteurs met en évidence quatre clusters thématiques complémentaires. Le premier cluster (rouge) regroupe les travaux centrés sur la gouvernance responsable et la durabilité, où l'implication des parties prenantes est conceptualisée comme un mécanisme fondamental de régulation et de création de valeur durable. Le deuxième cluster (vert) s'inscrit dans une perspective plus opérationnelle, mettant en avant les dynamiques d'innovation collaborative, notamment dans les contextes entrepreneuriaux et au niveau des petites et moyennes entreprises, où les parties prenantes jouent un rôle actif dans les processus d'innovation. Le troisième cluster (bleu) renforce l'ancrage du champ dans les problématiques de durabilité en intégrant des notions telles que l'ESG (Environnement, Social, Gouvernance), l'innovation verte et l'engagement des parties prenantes, traduisant une évolution vers des modèles d'innovation plus responsables et participatifs. Enfin, le quatrième cluster (jaune) met en lumière les dimensions

sociétales et transformationnelles, en reliant l'innovation sociale aux concepts de capital social, d'entrepreneuriat social et de transformation digitale, soulignant ainsi l'importance des réseaux et des technologies dans la mobilisation des acteurs.

Dans l'ensemble, ces clusters confirment que l'implication des parties prenantes constitue un concept transversal, au croisement des enjeux de gouvernance, d'innovation et de transformation sociale, avec une forte interconnexion entre les différentes thématiques.

Tableau 4. Clusters thématiques

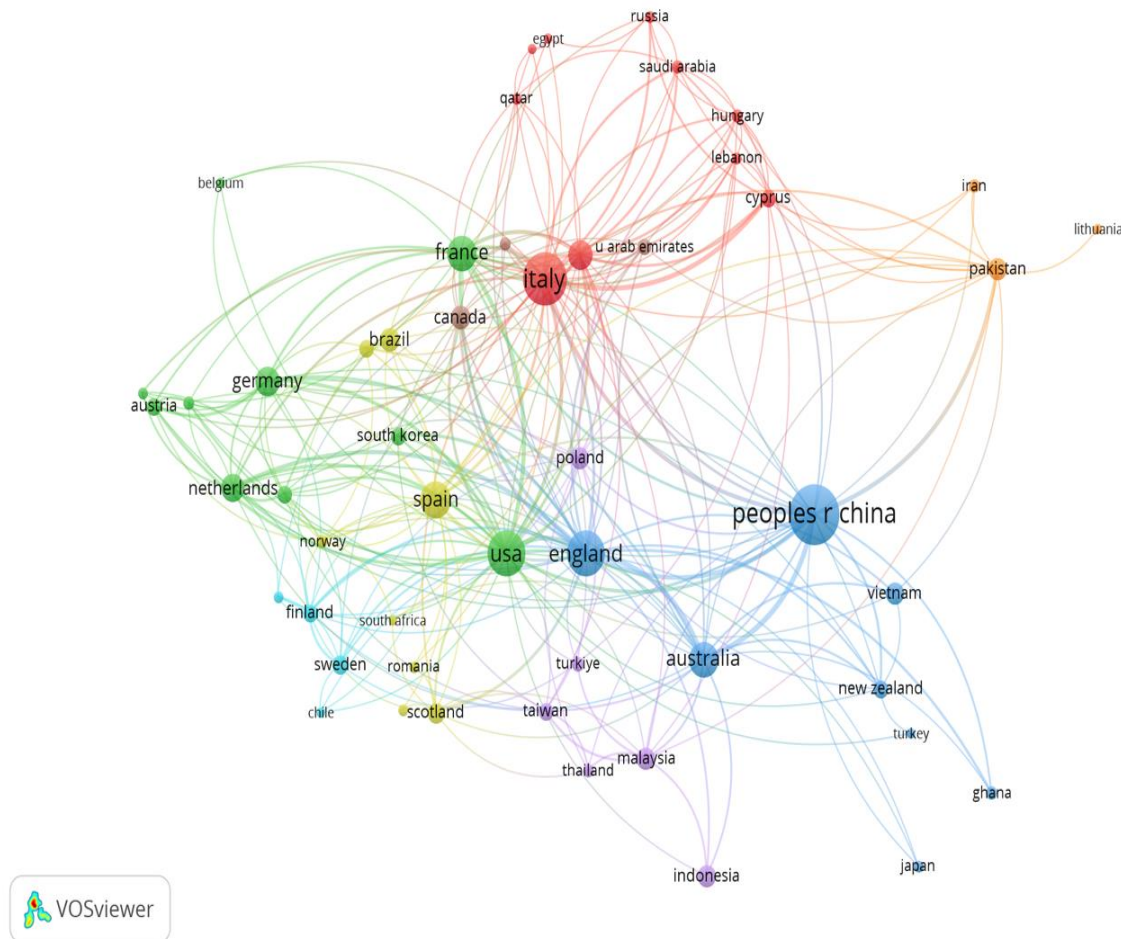
Cluster	Thème principal	Mots-clés
Cluster 1 « Rouge » (7 items)	Gouvernance responsable et durabilité	Économie circulaire ; Gouvernance d'entreprise ; Responsabilité sociale des entreprises ; Innovation environnementale ; Innovation responsable ; Théorie des parties prenantes ; Durabilité
Cluster 2 « Vert » (6 items)	Innovation collaborative et dynamique entrepreneuriale	Collaboration ; Entrepreneuriat ; Innovation ; PME ; Parties prenantes ; Innovation technologique
Cluster 3 « Bleu » (6 items)	Innovation durable et engagement des parties prenantes	Durabilité des entreprises ; ESG (Environnement, Social, Gouvernance) ; Innovation verte ; Innovation ouverte ; Engagement des parties prenantes ; Développement durable
Cluster 4 « Jaune » (4 items)	Innovation sociale et transformation sociétale	Transformation digitale ; Capital social ; Entrepreneuriat social ; Innovation sociale

Source : Nous-même.

3.3.5. Analyse des collaborations internationales

L'analyse des clusters de pays (Figure n°2) démontre des collaborations scientifiques fortement segmentées mais interconnectées, reflétant les dynamiques géopolitiques et académiques de la recherche sur l'innovation sociale et l'implication des parties prenantes.

Fig 2. Collaborations internationales



Source: Généré à l'aide de VOSviewer

Le premier cluster (rouge) regroupe principalement des pays du Moyen-Orient, d'Europe de l'Est et d'Asie du Sud, avec une forte présence de pays émergents et de systèmes académiques en processus de renforcement. Ce groupe illustre une dynamique de recherche en expansion, souvent marquée par des collaborations régionales et une intégration progressive dans les réseaux scientifiques internationaux. Le deuxième cluster (vert) constitue un noyau central, composé de pays européens avancés, des États-Unis et de la Corée du Sud. Ce groupe représente le cœur institutionnel de la production scientifique mondiale, caractérisé par une forte capacité de production, de diffusion et de leadership académique. Il joue un rôle important dans la définition des cadres théoriques et méthodologiques du champ. Le troisième cluster (bleu) regroupe des pays d'Asie-Pacifique, d'Afrique et d'Europe, traduisant une dynamique de coopération intercontinentale diversifiée. Ce cluster reflète l'ouverture croissante du champ vers des contextes

académiques variés, notamment dans les économies émergentes et les systèmes de recherche en développement. Le quatrième cluster (jaune) rassemble des pays européens et africains avec une forte orientation vers les thématiques de durabilité et de développement social. Il traduit une coopération équilibrée entre pays développés et émergents, centrée sur des enjeux sociétaux communs. Le cinquième et sixième cluster (violet et turquoise) regroupent des pays principalement asiatiques et européens du Nord, caractérisés par une forte spécialisation thématique et une participation active mais plus ciblée aux réseaux de recherche internationaux. Le septième cluster (orange), plus restreint, correspond à des collaborations émergentes ou spécifiques, souvent liées à des partenariats académiques ponctuels. Enfin, le huitième cluster (marron) regroupe des pays fortement connectés aux réseaux internationaux dominants, jouant un rôle de passerelle entre différentes régions du monde.

Conclusion

L'analyse bibliométrique menée sur l'implication des parties prenantes dans l'innovation sociale met en évidence un champ de recherche en phase de formalisation avancée, caractérisé par une croissance continue des publications, une internationalisation marquée et une concentration autour de pôles scientifiques et éditoriaux dominants. Les résultats montrent que les travaux s'organisent principalement autour de thématiques centrales liées à la durabilité, à la responsabilité sociale et à la gouvernance, confirmant la place essentielle des parties prenantes dans les nouvelles dynamiques d'innovation.

Sur le plan théorique, cette recherche confirme une évolution progressive d'une logique centrée sur l'acteur isolé vers une approche résolument collaborative. L'innovation sociale apparaît désormais comme le produit d'interactions complexes entre une diversité d'acteurs, intégrés dans des logiques de co-crédation, d'innovation ouverte et d'écosystèmes. Cette transformation conceptuelle traduit un déplacement important des cadres d'analyse traditionnels vers des approches systémiques et relationnelles, où la valeur est co-produite plutôt que simplement générée par une organisation unique.

Sur le plan empirique, les résultats soulignent une forte hétérogénéité géographique et institutionnelle, mais aussi une dynamique croissante de collaboration internationale. Les pays leaders structurent le champ, tandis que d'autres acteurs contribuent progressivement à son élargissement. Ce schéma met en évidence un processus de diffusion mondiale des pratiques et des recherches liées à l'innovation sociale, bien que marqué par certaines asymétries.

Du point de vue managérial, l'étude met en lumière l'importance stratégique d'intégrer les parties prenantes dès les phases initiales des projets d'innovation. Elle souligne également la nécessité de développer des modes de gouvernance participative, capables de favoriser la coordination entre acteurs multiples, ainsi que la construction d'écosystèmes d'innovation sociale plus inclusifs et adaptatifs. Dans ce cadre, les outils numériques apparaissent comme des leviers essentiels pour renforcer l'engagement et la collaboration.

Cependant, cette recherche présente certaines limites, notamment liées à la dépendance aux bases de données bibliométriques, aux biais potentiels des mots-clés et à la nature essentiellement quantitative de l'analyse. Ces limites invitent à une interprétation prudente des résultats et ouvrent la voie à des approches complémentaires, notamment qualitatives.

Enfin, plusieurs perspectives de recherche émergent de cette étude. Il apparaît essentiel de développer des travaux portant sur la mesure de l'impact réel des parties prenantes, d'explorer les mécanismes favorisant leur engagement, et d'analyser plus finement le rôle des technologies

numériques dans les dynamiques collaboratives. Par ailleurs, l'étude de la gouvernance multi-acteurs et l'exploration des spécificités des pays émergents constituent des pistes particulièrement prometteuses.

En définitive, ce champ de recherche apparaît comme un domaine en pleine maturité, mais encore en évolution, marqué par une complexité croissante et une forte interdisciplinarité, reflétant les transformations profondes des modèles d'innovation contemporains.

Références

- Abad, J., & Ezponda, A. (2019). Social innovation: A review and research agenda. *Journal of Innovation Studies*, 13(2), 45–62.
- Ayob, N., Teasdale, S., & Fagan, K. (2016). How social innovation ‘came to be’: Tracing the evolution of a contested concept. *Journal of Social Policy*, 45(4), 635–653.
- Browne, J. (2016). Social innovation, the state and modernization. *Research Policy*, 45(4), 715–725.
- Carlsson, B., Braunerhjelm, P., McKelvey, M., Olofsson, C., Persson, L., & Ylinenpää, H. (2017). The evolving domain of entrepreneurship research. *Small Business Economics*, 41(4), 913–930.
- Clarkson, M. B. E. (1995). A stakeholder framework for analyzing and evaluating corporate social performance. *Academy of Management Review*, 20(1), 92–117.
- Dandurand, L. (2005). Réflexions autour du concept d’innovation sociale. *Revue du CRISES*.
- Devaux, C. (2013). L’innovation sociale : une notion aux multiples facettes. *Revue Française de Socio-Économie*, 11(1), 33–48.
- Djellal, F., & Gallouj, F. (2014). The laws of imitation and invention. *European Journal of Innovation Management*, 17(3), 1–20.
- Donaldson, T., & Preston, L. E. (1995). The stakeholder theory of the corporation: Concepts, evidence, and implications. *Academy of Management Review*, 20(1), 65–91.
- Eskerod, P., Huemann, M., & Savage, G. (2015). Project stakeholder management: Past and present. *Project Management Journal*, 46(6), 6–14.
- Fassin, Y. (2009). The stakeholder model refined. *Journal of Business Ethics*, 84(1), 113–135.
- Fraisse, L. (2019). Les frontières de l’innovation sociale. *Revue Internationale de l’Économie Sociale*, 352, 45–60.
- Freeman, R. E. (1984). *Strategic management: A stakeholder approach*. Pitman.
- Gaidos, A. (2019). Social innovation: A critical review. *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, 32(2), 1–15.
- Gille, Z. (2021). Conceptualizing social innovation. *Theory and Society*, 50(3), 1–25.
- Hoggan, F. E. (1909). Social innovation and reform. *Sociological Review*, 2(1), 45–60.
- Huemann, M., Eskerod, P., & Ringhofer, C. (2016). *Rethink! Project stakeholder management*. Project Management Institute.
- Mainardes, E. W., Alves, H., & Raposo, M. (2011). Stakeholder theory: Issues to resolve. *Management Decision*, 49(2), 226–252.
- Miles, S. (2012). Stakeholder: Essentially contested or just confused? *Journal of Business Ethics*,

108(3), 285–298.

Mitchell, R. K., Agle, B. R., & Wood, D. J. (1997). Toward a theory of stakeholder identification and salience. *Academy of Management Review*, 22(4), 853–886.

Montgomery, T. (2016). Are social innovation paradigms incommensurable? *Voluntas*, 27(4), 1979–2000.

Moulaert, F., Martinelli, F., Swyngedouw, E., & Gonzalez, S. (2005). Towards alternative model(s) of local innovation. *Urban Studies*, 42(11), 1969–1990.

Mulgan, G. (2006). The process of social innovation. *Innovations: Technology, Governance, Globalization*, 1(2), 145–162.

Phills, J. A., Deiglmeier, K., & Miller, D. T. (2008). Rediscovering social innovation. *Stanford Social Innovation Review*, 6(4), 34–43.

Picard, F. (2023). Évaluer l'innovation sociale : enjeux et méthodes. *Revue Française de Gestion*, 49(305), 87–105.

Prahalad, C. K., & Ramaswamy, V. (2004). Co-creation experiences: The next practice in value creation. *Journal of Interactive Marketing*, 18(3), 5–14.

Project Management Institute. (2013). *A guide to the project management body of knowledge (PMBOK® guide)* (5th ed.). Project Management Institute.

Pue, K., Vandergeest, C., & Breznitz, D. (2015). Toward a theory of social innovation. *Innovation Policy Lab Working Paper*.

Tarde, G. (1899). *Les lois de l'imitation*. Félix Alcan.

Wallin, J. A. (2005). Bibliometric methods: Pitfalls and possibilities. *Basic & Clinical Pharmacology & Toxicology*, 97(5), 261–275.

Yunus, M. (2010). *Building social business: The new kind of capitalism*. PublicAffairs.